

Partition: Une Partie de Sion

Par Emmanuel Navon

Le 29 novembre 2007 marque le soixantième anniversaire du vote de l'Assemblée générale des Nations Unies acceptant la recommandation de l'UNSCOP (la Commission spéciale créée pour trouver une issue au conflit judéo-arabe en Palestine) de partager le Mandat britannique entre un État arabe et un État juif.

Contrairement à ce que beaucoup croient aujourd'hui, le vote du 29 novembre n'a pas "créé" l'État d'Israël. L'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas, en droit international, le pouvoir de créer ou de démembrer des États. Ses votes ne constituent que des recommandations et n'ont pas force de loi. Par ailleurs, ni l'Assemblée générale ni le Conseil de Sécurité ne prirent les mesures nécessaires (à savoir l'envoi d'une force armée) pour que le gouvernement provisoire du *Yishuv* (la communauté juive en Terre d'Israël) puisse défendre l'indépendance qu'il réclamait contre l'invasion arabe imminente.

Le fait que l'Assemblée générale décida d'approuver la recommandation de l'UNSCOP fut le fruit de l'activisme diplomatique de l'Agence juive, mais également du hasard. D'après le calendrier de l'Assemblée générale, le vote devait avoir lieu le 27 novembre. Or il s'avéra aux délégués de l'Agence juive, au moment où le vote devait commencer, qu'ils ne disposaient pas d'une majorité en faveur du partage. Le Président de l'Assemblée générale, Oswaldo Aranha, était un Brésilien pro-sioniste et c'est grâce à lui que le vote fut repoussé: il prétexta qu'il se faisait tard et qu'il ne voulait pas retenir les fonctionnaires américains qui devaient célébrer la fête de *Thanksgiving* le lendemain. Le vote fut donc repoussé au 29 et entre temps le chef de la Délégation sioniste aux Nations Unies, Abba Eban, réussit à convaincre suffisamment de pays à voter en faveur du partage.

Non seulement le vote du 29 novembre ne "créa" pas l'État d'Israël, mais il ne résolut pas le conflit judéo-arabe –au contraire. Pour les membres de l'Assemblée générale qui votèrent pour, le partage était une sorte de jugement de Salomon, non pas pour découvrir à qui appartient l'enfant, mais pour trouver une solution imparfaite à des exigences incompatibles. Pour les sionistes, il s'agissait d'un moindre mal et du seul moyen jugé réaliste d'obtenir un État souverain dans un contexte démographique et international défavorable. Mais pour les Arabes, il s'agissait d'une décision imposée par la communauté internationale contre leur gré; pour eux, la création d'un État juif même sur une partie de la Palestine mandataire occidentale était une invasion en terre d'Islam imposée par un Occident désireux d'absoudre ses remords après la Shoah.

Soixante ans plus tard, les choses ont peu changé tant au sein de la communauté internationale que du mouvement sioniste ou du monde arabe.

La communauté internationale est toujours divisée entre les pays qui soutiennent l'existence d'un État juif pour des raisons morales (la Shoah justifie que les Juifs aient un pays et une armée) et ceux qui estiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle (si la création de l'État d'Israël cause autant de problèmes, il est préférable que les Juifs jouissent de leur sûreté et de leur bien-être au sein des démocraties occidentales). Ou, plus précisément, entre des gouvernements qui soutiennent officiellement le droit

d'Israël à exister et à se défendre, et des opinions publiques de plus en plus acquises à la remise en question de la légitimité et de la nécessité d'un État juif.

La Grande-Bretagne, qui fit tout pour faire échouer le plan de partage et qui s'abstint au moment du vote du 29 novembre, est un bon exemple: certes, la plupart de ses dirigeants soutient officiellement l'existence et la sécurité d'Israël, mais l'antisémitisme est de plus en plus de mise au sein de l'opinion publique britannique. Quant à l'Administration américaine, sa position vis-à-vis d'Israël est semblable aujourd'hui à ce qu'elle était au moment de la partition: Comme le Président Truman à l'époque, le Président Bush aujourd'hui est personnellement favorable à Israël du fait de ses convictions religieuses, alors que le Département d'État et le Pentagone se soucient avant tout, comme ils le faisaient il y a soixante ans, des bonnes relations avec le monde arabe au nom des intérêts économiques et stratégiques américains.

Les dirigeants sionistes d'aujourd'hui, quant à eux, sont majoritairement favorables à la partition de la Palestine entre un État juif et un État arabe, et ce pour les mêmes raisons qui poussèrent Ben-Gourion à accepter la partition de mauvais gré: un moindre mal dans un contexte démographique et international défavorable. L'idée de la partition n'était pas nouvelle au moment des délibérations de l'UNSCOP et de l'Assemblée générale: Elle avait déjà été proposée en 1937 par la Commission Peel nommée par le Gouvernement mandataire pour trouver une issue aux tensions sanglantes entre Juifs et Arabes. La proposition de la Commission Peel plaça les dirigeants sionistes face à un dilemme semblable à celui qui fut le leur en 1903 lorsque le Gouvernement britannique leur proposa d'établir un État en Ouganda. Dans les deux cas, ils durent prendre une décision sur ce qui leur importait le plus: la souveraineté coûte-que-coûte, ou la fidélité à la Terre d'Israël. En 1937, Ben-Gourion finit par se résigner à l'idée de la partition, mais tout en déclarant qu'il ne s'agissait que d'une étape, acceptée en position de faiblesse, pour libérer le reste de la patrie lorsque les Juifs auront accumulé plus de pouvoir. Dix ans plus tard, après qu'un tiers du peuple juif ait péri dans la Shoah et que la Grande Bretagne soit devenue officiellement hostile à l'établissement d'un État juif en Palestine, Ben-Gourion fit de la souveraineté une priorité absolue et accepta la partition. Les dirigeants sionistes d'aujourd'hui se sont majoritairement ralliés à la partition en arguant qu'il vaut mieux perdre un doigt qu'un bras: ils estiment que si Israël n'accepte pas la partition aujourd'hui, la démographie arabe et l'opinion publique internationale feront d'Israël un État bi-national puis arabe à long terme.

La position arabe, enfin, nous ramène elle aussi à la case départ. Il y a soixante ans, le dirigeant palestinien Hadj Amin al Husseini s'opposa à toute souveraineté juive en Palestine pour des raisons idéologiques et religieuses. Avec l'accord de paix avec l'Égypte en 1979 puis les accords d'Oslo avec l'OLP en 1993, il semblait qu'Israël pouvait compter sur le réalisme de certains dirigeants arabes. Mais comme Arafat l'admit lui-même, et comme il le confirma par sa politique, Oslo n'était qu'une ruse et un Cheval de Troie pour appliquer le Plan des Étapes de l'OLP (adopté en 1974) et détruire Israël de l'intérieur en brisant le moral des Israéliens par le terrorisme et en faisant d'Israël un pays majoritairement arabe par le biais du soi-disant "droit au retour." Aujourd'hui, ce sont les forces islamiques radicales qui dominent le Proche Orient: qu'il s'agisse du Hamas au sein de l'Autorité palestinienne, du culte apocalyptique d'Ahmadinejad en Iran, ou du Hezbollah au Liban. Le rejet d'Israël

aujourd'hui est idéologique et religieux, et il n'y a pas de solution territoriale à un conflit qui ne l'est pas.

Les positions d'Israël, du monde arabe et de la communauté internationale à la veille de la Conférence d'Annapolis (si elle a lieu) sont donc similaires à ce qu'elles étaient au moment de la partition de 1947, en dépit des changements et évolutions temporaires qui ont pu avoir lieu entre temps. Le mouvement sioniste continue d'essayer de sauver ce qui lui est le plus cher (la souveraineté) en proposant une solution (la partition) que le monde arabe en général et les Palestiniens en particulier rejettent pour des raisons idéologiques et religieuses, même s'il feignent de l'accepter pour des raisons tactiques afin d'obtenir plus de concessions d'Israël par le biais du terrorisme et de la pression internationale. L'Administration américaine, quant à elle, est divisée entre un Président qui est émotionnellement pro-Israélien et un establishment qui considère de plus en plus que l'amitié avec Israël porte atteinte aux intérêts fondamentaux des Etats-Unis.

Ce scénario se répétera-t-il dans soixante ans? Cela dépend en grande partie du peuple juif. Peut-être, en effet, aurons-nous compris d'ici là que l'âpreté avec laquelle les fils d'Israël nous rappellent pourquoi ils s'opposent à nos "solutions rationnelles" est là pour nous rappeler, nous peuple à la nuque raide, quel est le fondement de notre droit à la Terre d'Israël. On ne saurait en effet accuser le monde de conclure, comme le fit le Roi Salomon, que la véritable mère est celle qui préfère laisser son enfant à une autre plutôt que de le voir coupé en deux.